

**JUGEMENT**  
**N° 091/19/CACC/TCC**  
**du 14 août 2019**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2019/0437**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU**  
**CONTENTIEUX**

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

COMLAN Afiavi Gloria GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Les 19 juin et 17 juillet 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier  
ressort, prononcé le 14 août 2019.

C/

Société FINANCIA  
S.A

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE** :

**COMLAN Afiavi Gloria**, Revendeuse, de nationalité béninoise,  
demeurant et domiciliée à Cotonou, au quartier Missèkplé ;

**D'UNE PART**

**OBJET** : Délai de  
grâce

**DEFENDERESSE**:

**Société FINANCIA S.A**, ayant son siège social à Cotonou, îlot  
185, parcelle « D » du lotissement de Atinkanmey, sur l'avenue  
**Mgr Steinmetz**, prise en la personne de son **Directeur Général**,  
**Monsieur Hospice Magloire HAZOUME**, demeurant et  
domicilié ès qualités au siège de ladite société ;

**D'AUTRE PART**

## **LE TRIBUNAL**

Par exploit en date du 22 mai 2019, COMLAN Afiavi Gloria a formé opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n° 36/2019 rendue à son encontre par le Président du tribunal de commerce de Cotonou et attrait la société FINANCIA S.A devant la juridiction de céans ;

Elle demande au tribunal de :

- constater qu'elle reste devoir à la société FINANCIA la somme de six cent quatre-vingt-quatre mille neuf cent quinze (684.915) FCFA en principal et intérêts ;
- constater qu'elle est de bonne foi malgré son insolvabilité actuelle et lui accorder un délai de grâce de douze (12) mois pour payer sa dette ;
- arrêter le cours des intérêts moratoires et dire que les paiements s'imputeront sur le capital ;

COMLAN Afiavi Gloria prie en outre le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

En cours d'instance, la demanderesse a payé cent trente mille (130.000) et sollicite que son imputation soit faite sur le capital correspondant à quatre cent dix-neuf mille sept cent quinze (419.715) FCFA ;

La société FINANCIA SA s'oppose au délai de grâce, en évaluant sa créance au 07 février 2019 à la somme de sept cent dix-sept mille trois cents (717.300) FCFA en principal, intérêts, pénalités et frais ;

## **SUR L'OPPOSITION ET LES DEMANDES Y RELATIVES**

Que l'article 39 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose que « le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible. Toutefois, compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, la juridiction compétente peut, sauf pour les dettes d'aliments et les dettes cambiales, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues dans la limite d'une année. Elle peut également décider que les paiements s'imputeront d'abord sur le capital. Elle peut en outre subordonner ces mesures à l'accomplissement, par le débiteur, d'actes propres à faciliter ou à garantir le paiement de la dette » ;

Attendu qu'il résulte du tableau d'amortissement produit par la société FINANCIA et des déclarations de COMLAN Afiavi Gloria que sa dette est, au 07 février 2019, de la somme de sept cent dix-sept mille trois cents (717.300) FCFA et non 684.915 FCFA ;

Qu'elle a payé en cours d'instance cent trente mille (130.000) FCFA ;

Que les difficultés de paiement qu'elle allègue méritent d'être accueillies par la juridiction de céans, au regard de l'ensemble des éléments du dossier ;

Qu'il convient de faire droit à la demande de délai de grâce, en la limitant à six (06) mois, tout en rejetant l'imputation du paiement sur le capital et l'arrêt du cours des intérêts qui ne sont pas de nature à préserver les droits du créancier ;

Attendu que relativement à la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux de ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision rendue en dernier ressort emporte exécution forcée ;

Qu'ainsi, la demande d'exécution provisoire sur minute est superfétatoire ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit en la forme COMLAN Afiavi Gloria en son opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n° 36/2019 en date du 22 février 2019 ;

Au fond, la déclare mal fondée ;

Constate que COMLAN Afiavi Gloria reste devoir à la société FINANCIA SA au 07 février 2019 la somme de sept cent dix-sept mille trois cents (717.300) FCFA ;

Constate qu'elle a payé en cours d'instance la somme de cent trente mille (130.000) FCFA ;

Lui accorde un délai de grâce de six (06) mois pour solder sa dette ;

La déboute du surplus de ses demandes ;

Déclare la demande d'exécution provisoire sans objet ;

Condamne Afiavi Gloria COMLAN aux dépens du  
procès ;

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**